

Il y a quelques mois, pour les partisans de l'Union de la Gauche et du Programme Commun, l'exemple chilien était presque devenu un modèle. Mitterrand et Duclos y allaient à tour de rôle chercher l'inspiration.

Aujourd'hui on n'en parle plus guère.

A croire que « la voie chilienne au socialisme », tant vantée alors, a tourné au labyrinthe. Et qu'on n'en voit plus la fin.

Qu'en est-il au juste ?

OU EN EST le chili ?

L'Unité Populaire est arrivée au gouvernement au Chili à la fin de l'année 70, après l'élection, le 4 septembre, de Salvador Allende à la présidence.

Un an plus tard, au moment du premier anniversaire de cette élection, le climat était à l'euphorie. Le régime présentait à son actif de nombreuses nationalisations, le freinage de l'inflation. Ces réalisations économiques et sociales avaient été sanctionnées par un net succès électoral aux élections municipales d'avril 71.

Alors qu'Allende avait accédé à la présidence avec une majorité relative faible, de 36,3 % des suffrages, les partis de l'Union Populaire remportaient en effet aux municipales d'avril près de 51 % des suffrages ; soit une majorité absolue qui exprimait l'élargissement du soutien populaire aux premières mesures du régime.

Aujourd'hui, plus de deux ans après le 4 novembre 70, la situation s'est détériorée. L'euphorie a disparu pour laisser place à l'inquiétude, à la crainte du lendemain.

Sur le terrain économique, l'inflation a repris de plus belle. L'année écoulée, les prix ont grimpé de près de 100 % (le chiffre avancé est de 99,8 %). Depuis, la flambée des prix a encore empiré : on parle à présent de 144 %.

Sur le plan électoral, la majorité d'Unité Populaire victorieuse aux municipales s'est effritée. En juillet 71, la droite l'emportait lors de l'élection complémentaire de Valparaiso. Le 16 janvier 72, le candidat démocrate-chrétien était élu sénateur à O'Higgins et le candidat du parti national député à Linares.